



HARVARD  
HUMANITARIAN  
INITIATIVE



## Sondages Consolidation de la Paix et Reconstruction

## Est de la République Démocratique du Congo

### Rapport 9, Janvier 2017

(Données de Décembre 2016)

Par Patrick Vinck, Phuong Pham, Anupah Makoond

#### Contenu:

#### Numéro Spécial Pauvreté

- p3. La pauvreté est distribuée de façon inégale entre territoires, avec une forte concentration dans les zones prioritaires.
- p8. La pauvreté est associée à des inégalités d'accès aux services et besoins de base.
- p10. Une justice pour les riches ?
- p13. Riches et pauvres – tous affectés par l'insécurité et les violences
- p15. INDICATEURS CLÉS GLOBAUX

## À propos du sondage

Les résultats sont basés sur 3,879 entretiens menés en décembre 2016 avec des adultes sélectionnés aléatoirement dans les villes et territoires suivants :

Province / District	Territoire / Ville	Echantillon
Nord Kivu	Ville de Goma	220
	Ville de Beni	268
	Ville de Butembo	299
	Beni	216 <sup>1</sup>
	Lubero	217 <sup>2</sup>
	Masisi	208
Sud Kivu	Ville de Bukavu	301
	Idjwi	216
	Mwenga	220
	Shabunda	216
	Uvira	234
	Ville d'Uvira	333
Ituri	Ville de Bunia	290
	Aru	217
	Irumu	208
	Mahagi	216
	Ville de Goma	220
<b>TOTAL</b>		<b>3 879</b>

Avec interviews supplémentaires dans trois zones prioritaires :

- Irumu (423 interviews)<sup>3</sup>
- Ruzizi (839)<sup>4</sup>
- Kitchanga (391)<sup>5</sup>

(Marge d'erreur de  $\pm 5$  points de pourcentage au niveau de confiance de 95%). Villages remplacés : <sup>1</sup> 9 sur 27 ; <sup>2</sup> 3 sur 27 ; <sup>3</sup> 12 sur 39 ; <sup>4</sup> 9 sur 34 ; <sup>5</sup> 10 sur 49

## À propos du projet

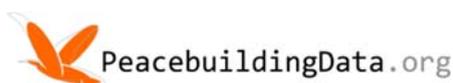
Ce sondage est le neuvième d'une série d'enquêtes menées pour fournir des données et des analyses fiables sur la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction en République Démocratique du Congo.

Le projet est une initiative conjointe de la Harvard Humanitaire Initiative (HHI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec la MONUSCO Affaires civiles. HHI est responsable de la collecte des données, de l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, Université Catholique de Bukavu et Université de Bunia.

Publications :

- *Rapport 8, Novembre 2016*
- *Rapport 7, Août 2016*
- *Rapport 6, Juin 2016*
- *Rapport 5, Janvier 2016*
- *Rapport 4, Novembre 2015*
- *Rapport 3, Août 2015*
- *Rapport 2, Juin 2015*
- *Rapport 1, Mars 2015*
- *Etude de base, Mai 2014*  
(Données de Décembre 2013)

Pour plus de détails, visitez [www.peacebuildingdata.org/drc](http://www.peacebuildingdata.org/drc) ou contactez [info@peacebuilding.org](mailto:info@peacebuilding.org)



In collaboration with



With support from

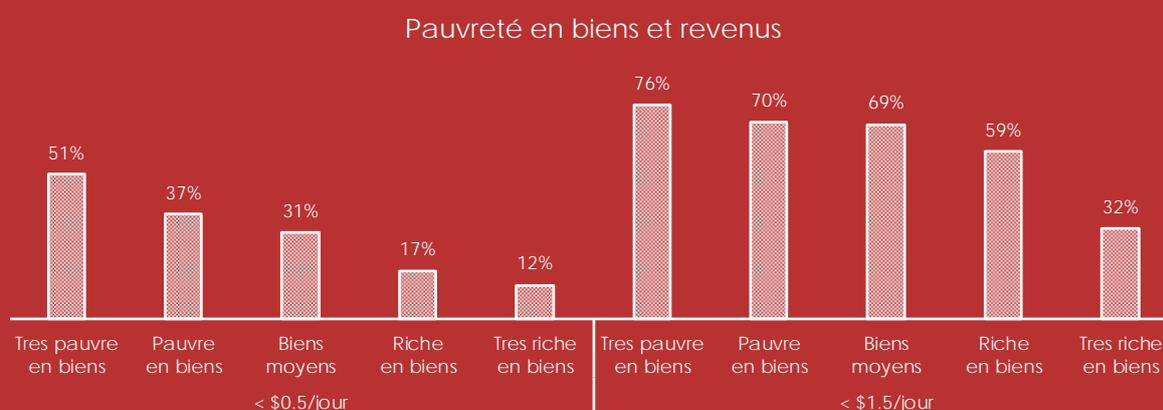


## La pauvreté est distribuée de façon inégale entre territoires, avec une forte concentration dans les zones prioritaires.

Ce neuvième rapport de sondage se concentre sur le thème de la pauvreté des ménages à l'Est du Congo. La richesse des ménages a été estimée en évaluant la propriété de dix biens non productifs tels qu'une table, des chaises ou un téléphone portable. Une analyse en composante principale (ACP) a été utilisée pour calculer un score global de richesse pour 36,000 ménages. L'ACP est une technique statistique multivariée utilisée pour réduire le nombre de variables dans un ensemble de données en un plus petit nombre de « dimensions » ou, dans le cas présent, de 10 variables correspondant à chaque bien, à un seul index reflétant la distribution de ces biens. Ce score a ensuite été utilisé pour distinguer cinq quintiles correspondant aux ménages :

- Très pauvres en biens (23% des ménages interrogés en septembre-décembre 2016)
- Pauvres en biens (19%)
- Ni riches ni pauvres en biens (16%)
- Riches en biens (29%)
- Très riches en biens (13%).

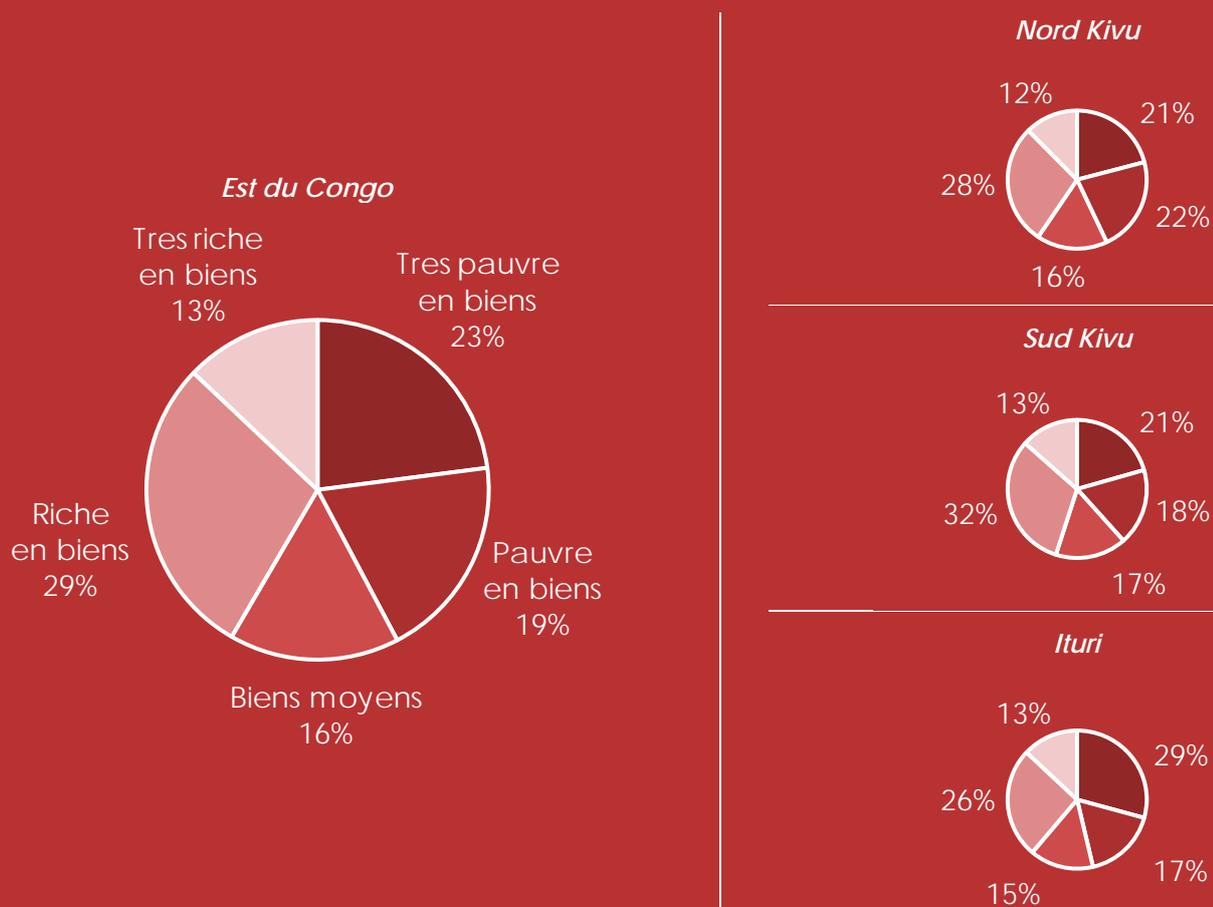
Il faut noter qu'aucune pondération n'a été utilisée et que cette approche privilégie les zones urbaines, où les ménages possèdent généralement plus de biens qu'en milieu rural, même si en pratique ils peuvent être plus pauvres. Les résultats peuvent aussi ne pas être comparables avec d'autres recherches sur la richesse des ménages dans l'Est qui utilisent une approche différente. Toutefois, cette approche permet une mesure de la richesse des ménages qui est plus simple et plus fiable qu'une mesure des revenus ou des dépenses, par exemple. Il existe toutefois une bonne association entre la pauvreté en biens et les revenus déclarés par les personnes interrogées : Plus de la moitié des personnes les plus pauvres ont des revenus inférieurs à cinquante centimes par jour (en dollars, estimation sur base de revenus mensuels) comparé à 12% parmi les ménages les plus riches. Néanmoins, près d'un ménage « très riche en biens » sur trois déclare des revenus inférieurs à un dollar et demi par jour, démontrant le caractère très relatif de la richesse dans ce contexte.



Données de septembre et décembre 2016

Il n'y a pas de grande différence entre les trois provinces concernant la distribution de ménages à travers les cinq quintiles de richesse et la moyenne pour l'est du Congo. Sauf dans le cas de l'Ituri, la catégorie la plus populaire est « riches en biens », suivi de près par les ménages très pauvres en bien. En Ituri, presque la moitié des ménages sont pauvres ou très pauvres en biens (46%), comparé à 43% dans le Nord Kivu, et 39% dans le Sud Kivu. Les ménages riches en bien sont plus fréquents dans le Sud Kivu qu'ailleurs dans l'Est.

### Pauvreté par province

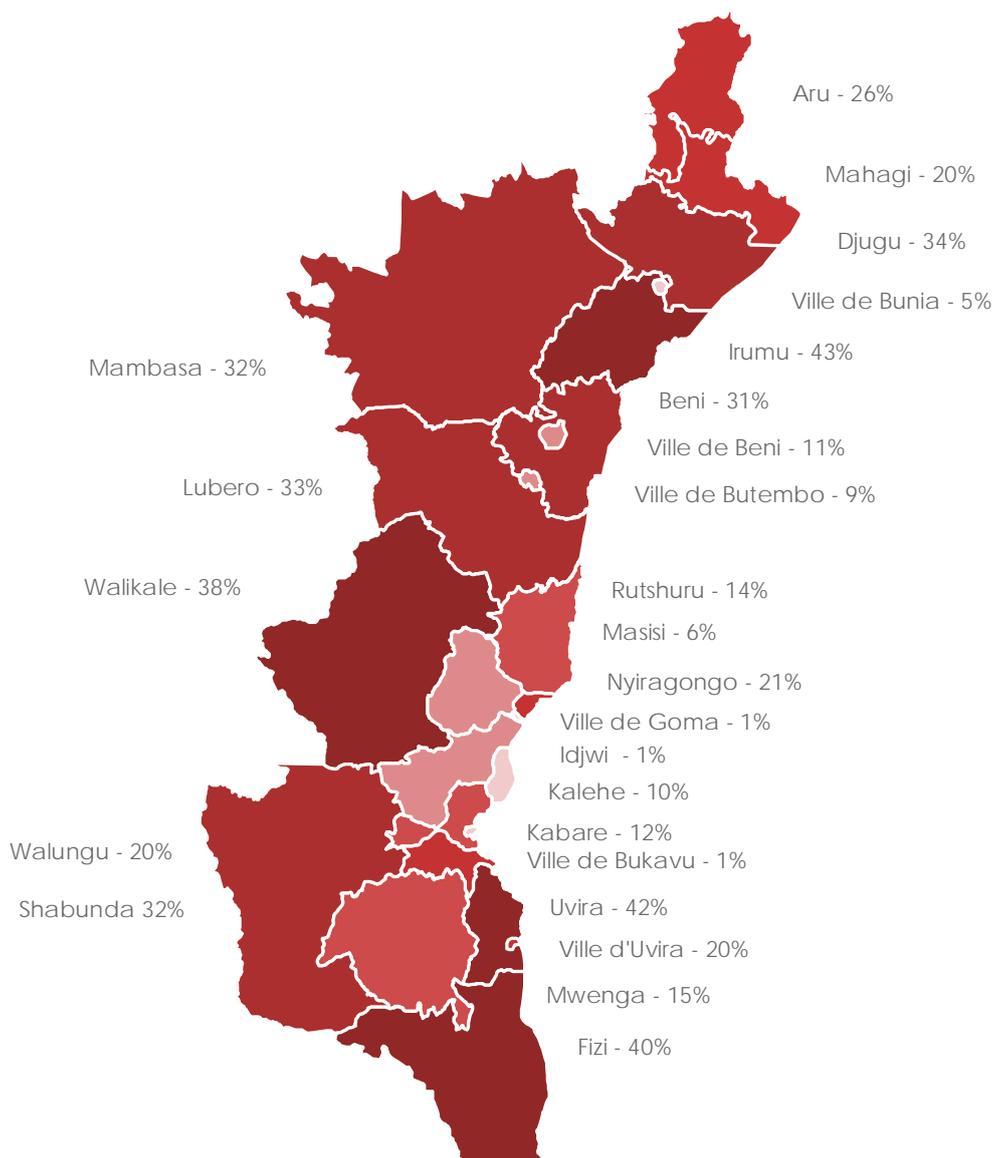


Données de septembre et décembre 2016

Une analyse plus ciblée au niveau des territoires démontre que les ménages sont plus fréquemment considérés comme riches en bien dans les milieux urbains. Seulement 1% des ménages sont très pauvres en bien dans les villes de Bukavu et de Goma, alors que plus d'un ménage sur trois sont considérés comme étant dans cette catégorie dans les territoires de Djugu (34%), Irumu (43%), Mambasa (32%), Beni (31%), Lubero (33%), Walikale (38%), Uvira (42%), et Shabunda (32%). Cette pauvreté en bien est fréquemment associée à une pauvreté financière : À Walikale, par exemple, plus de la moitié de la population interrogée a indiqué n'avoir perçu aucun revenu mensuel pour le ménage. C'est également le cas à Walungu où un ménage sur cinq est très pauvre en bien.

Bien que les ménages urbains soient plus fréquemment considérés comme étant riche en biens, cette forme de pauvreté n'y est pas absente. Dans la capitale provinciale de l'Ituri, Bunia, plus de 15% des ménages sont pauvres ou très pauvres en bien, contre 4% et 6% à Goma et Bukavu respectivement. Cette dynamique s'observe aussi dans la partie dite 'grand nord' du Nord Kivu. Dans les villes de Beni et Butembo, 11 et 9% des ménages se retrouvent dans la catégorie « très pauvre en bien ». Mais c'est dans la ville d'Uvira dans le Sud Kivu que la proportion des ménages très pauvres en bien est la plus élevée (20%), comparativement aux autres centres urbains.

Pauvreté par territoire (% de ménages très pauvres en bien)



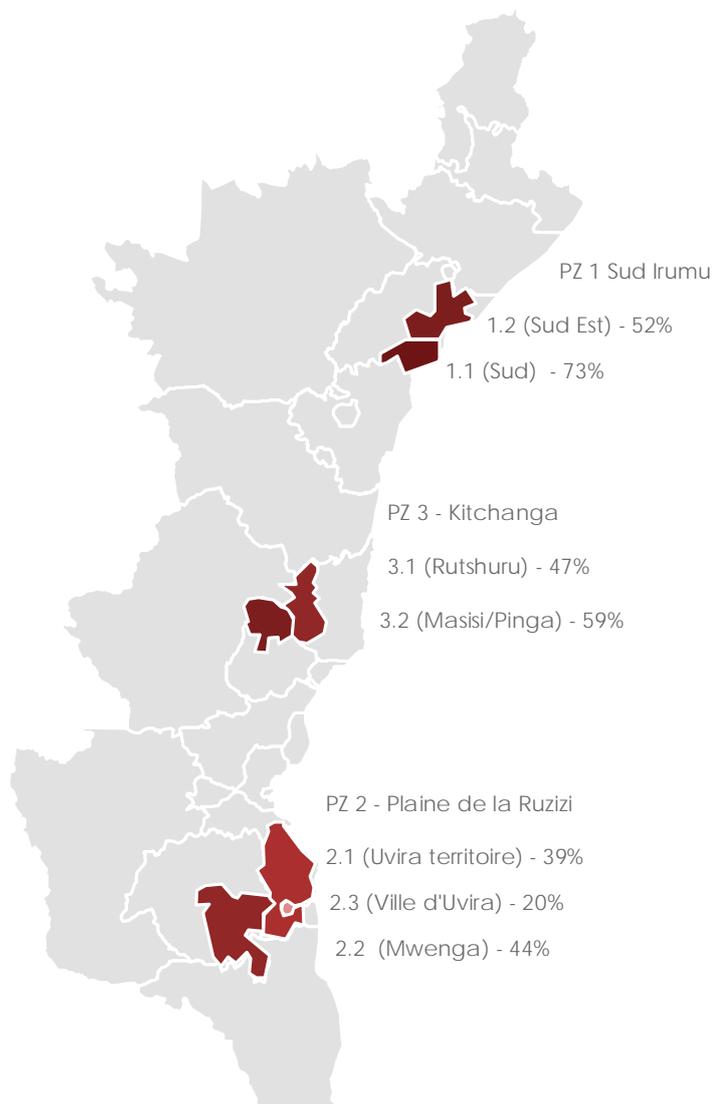
Données de septembre - décembre 2016

Depuis juin 2016, les sondages couvrent régulièrement une série de zones prioritaires. Les résultats de décembre 2016 montrent que la pauvreté est nettement plus fréquente dans les zones prioritaires comparé aux territoires environnants. Par exemple, bien que 43% des ménages soient considérés très pauvres en bien dans le territoire d'Irumu, plus de la moitié des ménages (52%) sont considérés très

pauvres en biens dans la sous-zone prioritaire Sud Irumu sud-est, et plus de deux ménages sur trois (73%) dans la sous-zone Sud Irumu sud.

De même, bien que seulement 14% des ménages dans le territoire de Rutshuru soient considérés très pauvres en bien, 47% sont considérés très pauvres en biens dans la chefferie de Bwito, qui constitue une sous-zone de la zone prioritaire de Kitchanga; 49% des ménages dans la sous-zone Masisi/Pinga de Kitchanga sont considérés très pauvre en biens, comparé à 6% dans le territoire de Masisi. Enfin, dans la plaine de la Ruzizi, la sous-zone de Mwenga a un pourcentage de ménage très pauvre nettement supérieur au pourcentage pour l'ensemble du territoire (44% v. 15%).

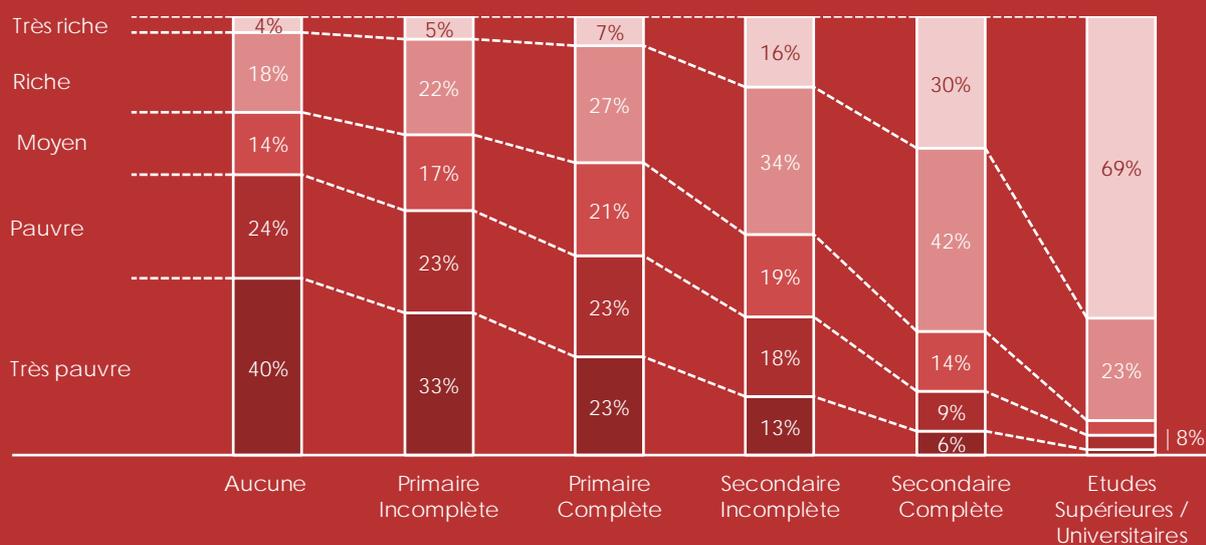
Pauvreté par zones prioritaires (% très pauvres)



Données de septembre - décembre 2016

L'analyse des caractéristiques démographiques associées à la pauvreté ne suggère pas de différence significative en fonction du genre de la personne interrogée ou de leur âge. Toutefois, le niveau d'éducation entraîne des différences significatives dans le niveau de pauvreté. Au sein de l'échantillon, 16% des personnes n'ont aucune éducation formelle. Parmi eux, 40% sont considérés comme étant très pauvre en biens, et près de deux tiers sont considérés pauvre ou très pauvre (64%). En comparaison, moins de la moitié des personnes ayant seulement terminé leur éducation primaire sont considérés comme pauvre ou très pauvre (46%), et ce pourcentage diminue à 15% ou moins parmi les groupes ayant au moins terminé leur éducation secondaire.

### Pauvretés en biens et éducation



Données de septembre et décembre 2016

## La pauvreté est associée à des inégalités d'accès aux services et besoins de base.

Malgré les efforts pour l'amélioration de l'accès aux services et besoins de bases pour les plus vulnérables, les inégalités d'accès entre groupes de différents niveaux de richesse en biens sont notables. Par rapport au groupe le plus pauvre, le groupe le plus riche juge entre deux et trois fois plus souvent de façon positive (bon-très bon) son accès aux services tels que les soins de santé ou l'éducation ; et sa couverture des besoins de base comme l'eau et la nourriture. La seule exception est l'accès à la terre, ce qui reflète la distribution fortement rurale de la pauvreté. Les inégalités d'accès aux services et besoins de base ne reflètent toutefois pas qu'une barrière financière. Les contraintes d'accès géographiques en milieu rural et le niveau d'éducation sont également des déterminants importants.

Pauvretés en biens et accès aux besoins de base et services (% bon – très bon accès)

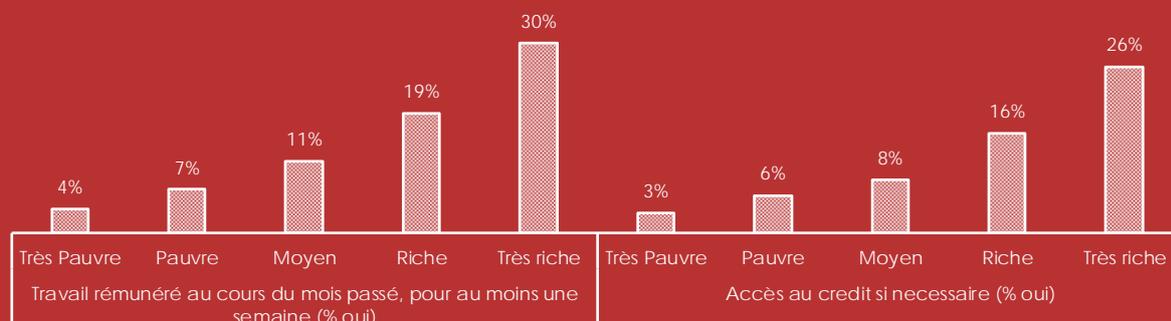


Données de septembre et décembre 2016

Il y a également une forte association entre les opportunités économiques et la pauvreté. Parmi les plus pauvres, seulement 4% ont reporté avoir eu un travail rémunéré pour au moins une semaine au cours du mois passé, contre 30% parmi ceux qui sont les plus riches en biens. Cette tendance s'observe également pour l'accès au crédit. Tandis que plus d'un quart de la population dans la catégorie très riche en bien reporte avoir accès au crédit si nécessaire, seulement 3% de ceux dans la catégorie très pauvre peuvent dire la même chose. Cette association entre opportunités économiques et la

pauvreté pourrait également s'expliquer par le caractère rural de la pauvreté. Ceux qui sont les plus pauvres se retrouvent généralement en milieu rural où il y a moins d'infrastructure incluant des banques et autres institutions financières.

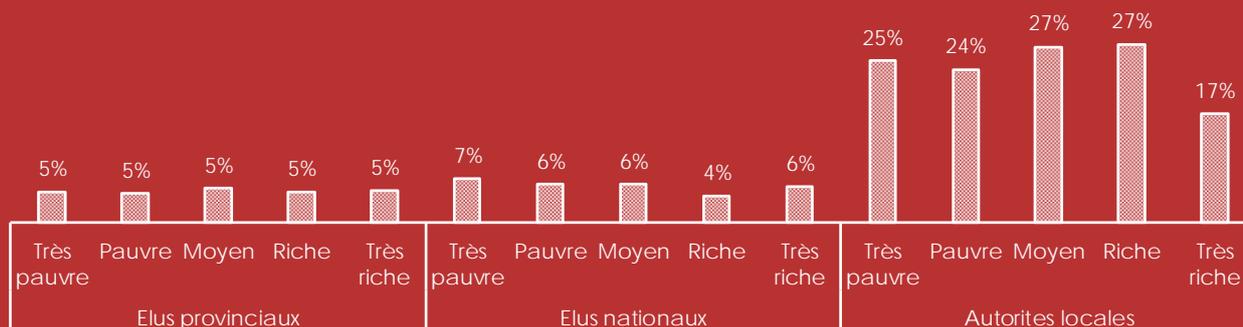
### Pauvretés en biens et opportunités économiques



Données de septembre et décembre 2016

Les données récoltées à travers ce sondage ne permettent pas d'établir le lien de causalité entre l'accès aux opportunités économiques et la pauvreté. Cependant, en analysant l'association entre le manque d'opportunités économiques, les inégalités d'accès aux services et la pauvreté en biens, on observe de fortes corrélations, qui suggèrent l'existence d'un cycle vicieux dans lequel les plus pauvres sont privés de services de bases et d'opportunités économiques, et ceci renforce les inégalités entre riches et pauvres. Ceci peut constituer une véritable source de mécontentement pour la population, comme suggéré dans une récente analyse.<sup>1</sup> Il faut toutefois noter que la représentation des intérêts de la population par les différents niveaux d'autorité est largement perçue de façon négative, peu importe le niveau de pauvreté de la personne.

### Pauvreté en biens et perception de la représentation des intérêts de la population par les autorités (% bonne – très bonne)



Données de septembre et décembre 2016

<sup>1</sup> Hoebeke, H., Cintu, P.K.; Hungry for change: the economics underlying DR Congo's political crisis; African Politics Now; 12 December 2016; disponible en ligne: <http://africanarguments.org/2016/12/12/hungry-for-change-the-economics-underlying-dr-congos-political-crisis/>

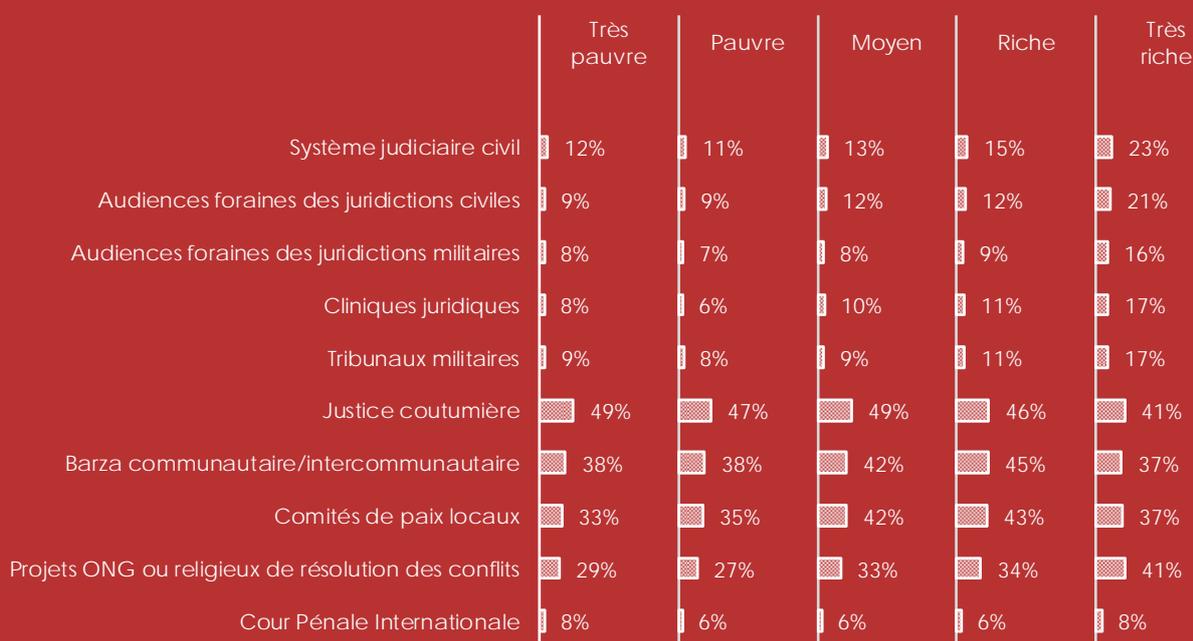
## Une justice pour les riches ?

Comme pour les services, l'accès aux systèmes formels de justice civils et militaires est meilleur parmi les personnes appartenant aux groupes plus aisés. Cela peut refléter un biais envers les zones urbaines où la population est plus fréquemment riche en bien et où ces institutions sont basées. Toutefois, il faut noter que même les audiences foraines et cliniques juridiques, typiquement décentralisées, sont moins fréquemment jugées comme étant accessibles parmi les groupes les plus pauvres.

L'accès aux systèmes locaux de justice, par contre, sont perçus favorablement à une fréquence semblable à travers tous les groupes. De manière générale, l'accès aux mécanismes informels de la justice, tels la justice coutumière, les barzas et les comités de paix locaux sont beaucoup plus accessibles, pour les mieux aisés ainsi que pour les plus pauvres. Certains mécanismes, à savoir la justice coutumière, sont plus fréquemment jugées accessibles par les plus pauvres que par les plus riches.

Bien que la tendance ne soit pas très prononcée, l'analyse de l'accès aux différents mécanismes de justice relatif à la pauvreté, fait ressortir qu'il existe une division entre les riches et les pauvres en ce qui concerne la justice dans l'Est de la RDC. Alors que la justice ce veut être un bien public, accessible à tous, les institutions formelles sont pour la plupart inaccessibles. Ceci est reflété par le fait que 68% de la population pense qu'il faut réduire les frais des institutions judiciaires.

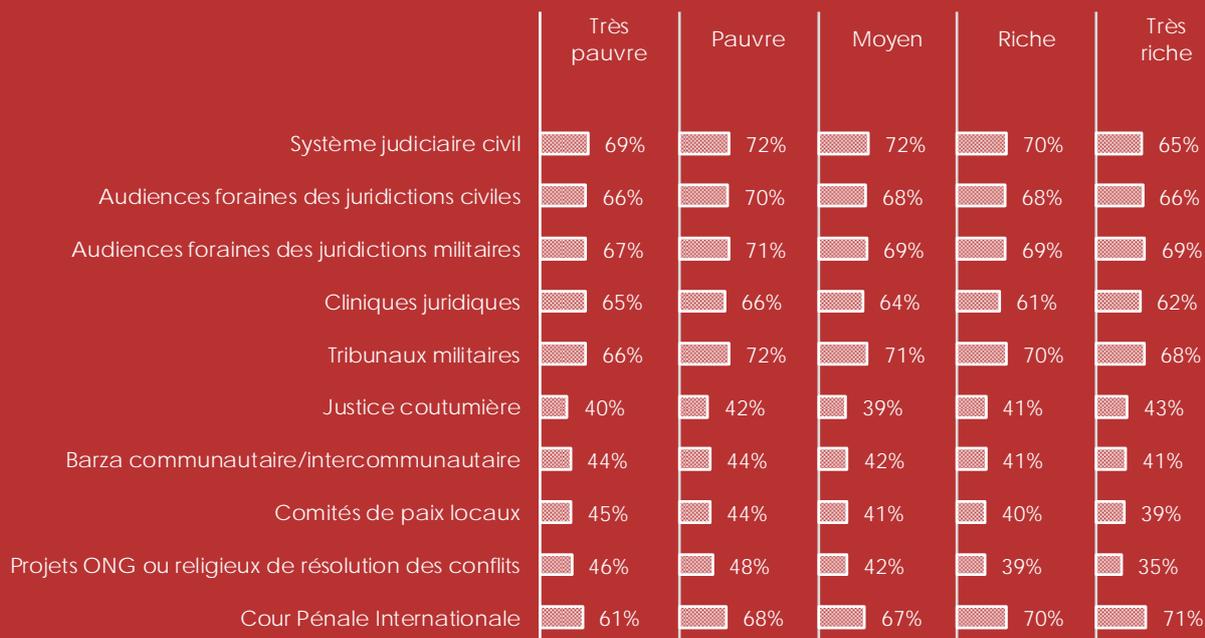
Pauvretés en biens et accès à la justice (% bon – très bon accès)



Données de septembre et décembre 2016

Bien que l'accès aux différents mécanismes de justice formels semble dépendant du niveau de pauvreté, le niveau de méfiance envers ces mécanismes ne varie pas de façon significative en fonction de la richesse des personnes interrogées, à l'exception de la méfiance envers la Cour Pénale Internationale (CPI), qui est plus fréquente au sein du groupe de personnes les plus riches. La perception potentiellement moins critique de la CPI parmi le groupe le plus pauvre peut refléter une moindre connaissance de ce mécanisme parmi ce groupe.

### Pauvretés en biens et confiance dans la justice (% peu – aucune confiance)

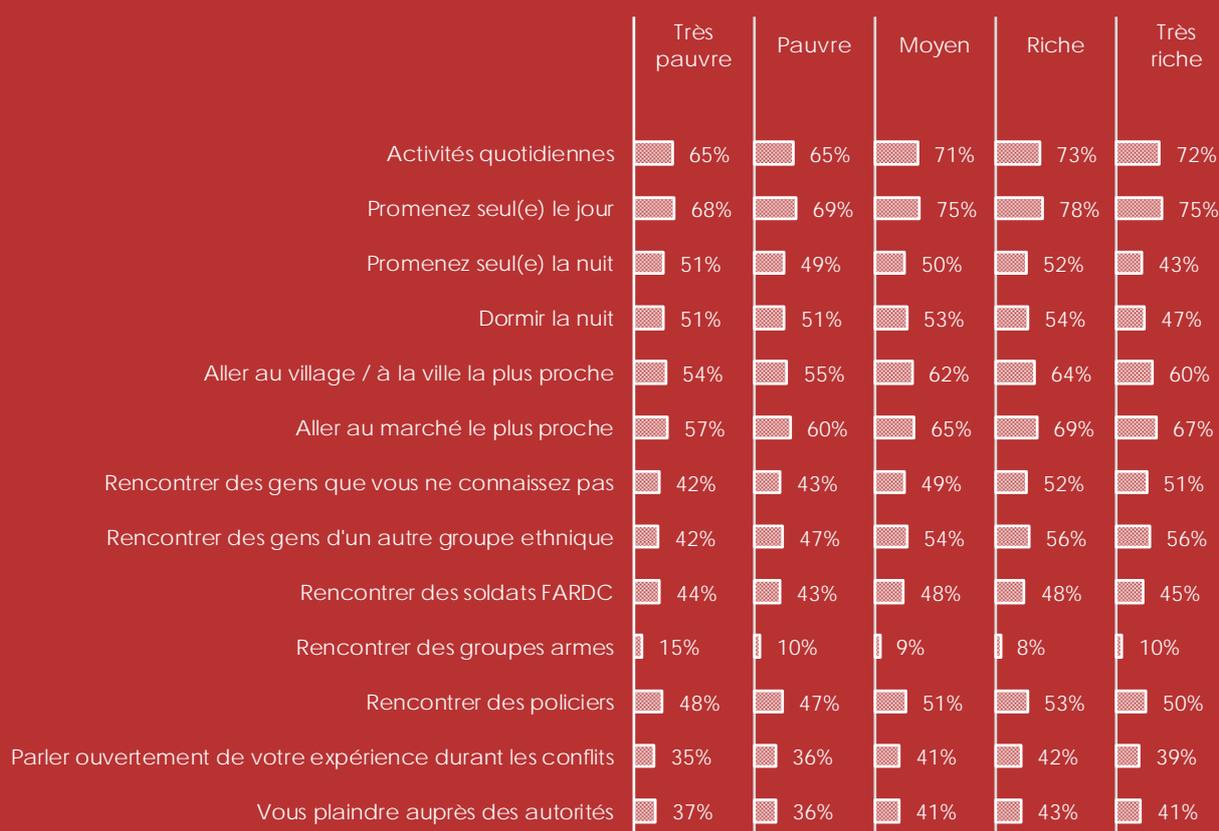


Données de septembre et décembre 2016

## Riches et pauvres – tous affectés par l’insécurité et les violences

Dans l’ensemble, le sentiment de sécurité ne semble pas clairement associé à la pauvreté en bien. Alors que ceux qui sont plus riches en bien se sentent légèrement plus en sécurité pour mener leurs activités quotidiennes et se promener seuls le jour, il se sentent moins en sécurité pendant la nuit. Il y a moins de crainte pour rencontrer des étrangers et des personnes d’autres groupes ethniques parmi les plus riches, bien que ceci pourrait s’expliquer par un niveau d’éducation plus élevé plutôt que par la richesse relative de la personne. Ceci pourrait également expliquer pourquoi ceux qui se retrouvent dans la catégorie riche et très riche en biens se sentent plus en sécurité pour parler ouvertement de leur expérience pendant les conflits et pour se plaindre auprès des autorités. Par contre, les personnes plus pauvres en bien affichent légèrement moins de crainte pour rencontrer des groupes armés, possiblement parce que ceux-ci sont souvent plus intégrés aux seins des populations rurales où plus de personnes sont pauvres en bien.

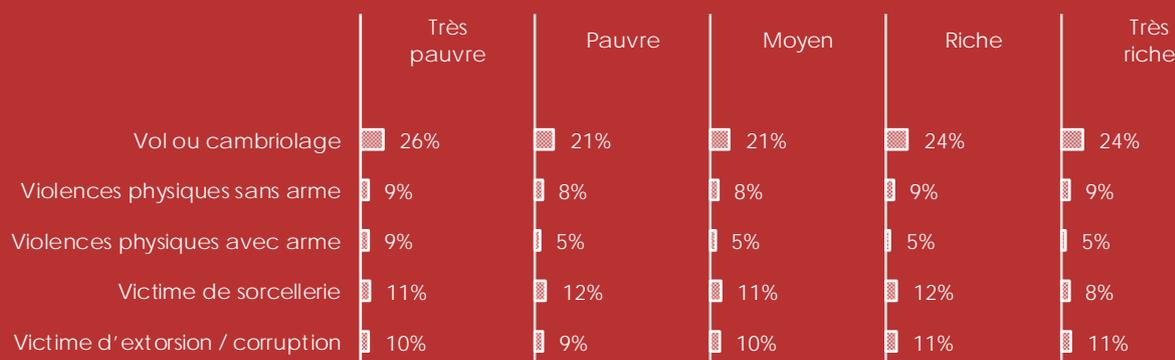
Pauvretés en biens et sentiment de sécurité (% en sécurité)



Données de septembre et décembre 2016

Tout comme l'insécurité, les crimes ne semblent pas affecter un groupe plus fréquemment que l'autre – l'incidence de différentes formes de crimes au cours de l'année précédente ne diffère pas de façon significative entre groupes.

### Pauvretés en biens et incidence de crimes (% ayant été personnellement victime des crimes au cours des 12 derniers mois)



Données de septembre et décembre 2016

Bien que le sentiment de sécurité et les crimes semblent affecter les différents groupes de richesse de façon similaire, il faut noter que la dégradation de la sécurité est plus fréquemment rapportée parmi les personnes les plus pauvres, ce qui peut refléter des conditions de détérioration dans certaines zones déjà très pauvres, y compris dans les zones prioritaires.

### Pauvretés en biens et changement du sentiment de sécurité par rapport à l'année précédente

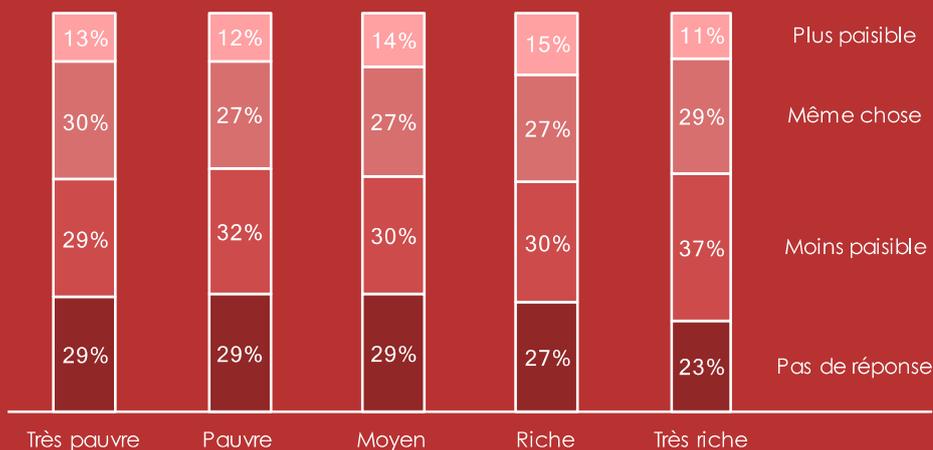


Données de septembre et décembre 2016

Les personnes les plus pauvres reportent plus fréquemment une détérioration de la situation sécuritaire au cours des douze mois écoulés, mais ne sont pas pour autant plus pessimistes en ce qui concerne la paix dans le futur. En effet, alors que 37% des personnes les plus riches en biens pensent que leur

village ou quartier sera moins paisible dans un an, seulement 29% parmi les plus pauvres pensent de même. Néanmoins, le pourcentage de personnes qui croient en un futur plus paisible demeure relativement bas pour tous les groupes. Toutefois, il vaut la peine de noter que l'espoir des gens en ce qui concerne la paix n'est pas nécessairement associé à la pauvreté.

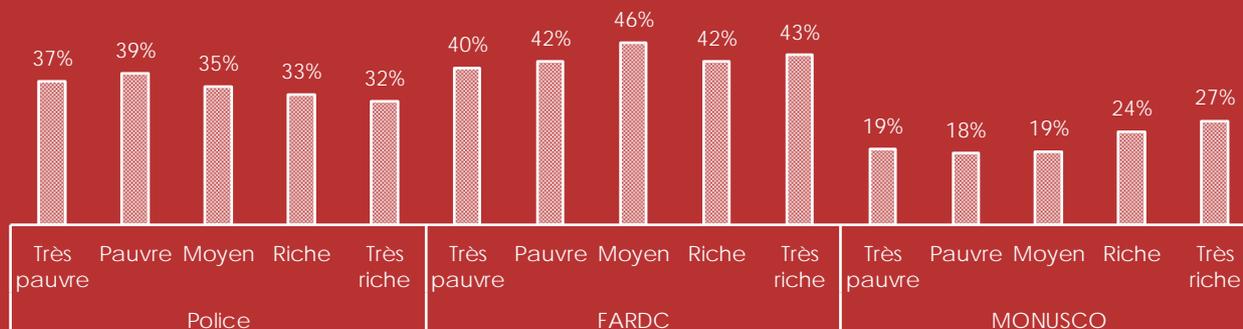
### Pauvretés en biens et perspective de paix dans le futur



Données de septembre et décembre 2016

La confiance envers les acteurs de la sécurité est également similaire entre groupes, sauf en ce qui concerne la MONUSCO – les personnes dans le groupe le plus riche en biens ayant plus fréquemment confiance envers la MONUSCO que celles dans les groupes plus pauvres. Ce résultat ne reflète pas un biais urbain – la confiance dans la MONUSCO n'est pas plus élevée dans les villes qu'en milieu rural. Toutefois, certains territoires à forte concentration de pauvreté en bien tels que Beni et Lubero sont aussi ceux où la confiance dans la MONUSCO est peu fréquente.

### Pauvretés en biens et confiance dans les acteurs de sécurité (% oui)



Données de septembre et décembre 2016

# INDICATEURS CLÉS GLOBAUX (DEC. 2016)

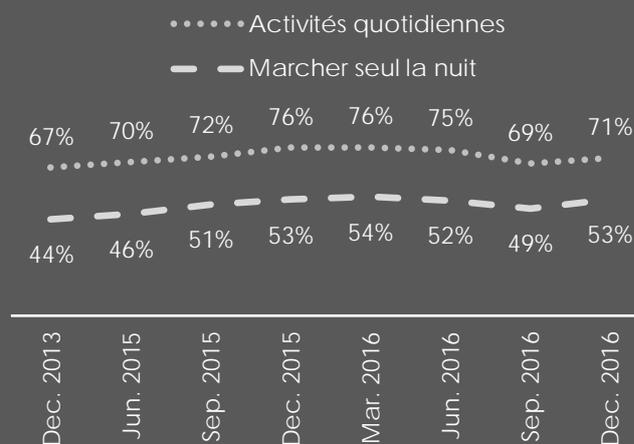
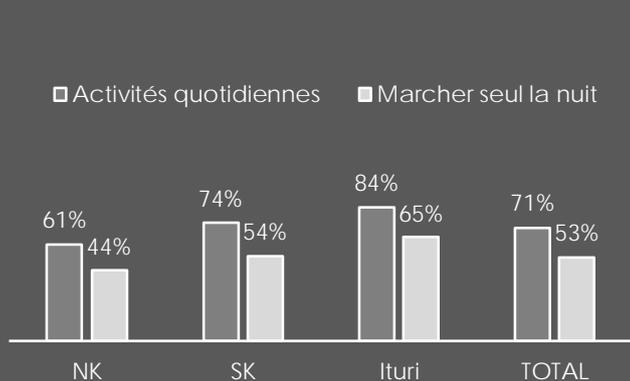
Les indicateurs suivants sont suivis lors de tous les sondages. Les moyennes provinciales peuvent masquer des différences importantes par territoire- les résultats détaillés par territoire sont disponibles sur le site [www.peacebuildingdata.org/drc](http://www.peacebuildingdata.org/drc). Les données agrégées sont basées sur les derniers sondages disponibles pour chaque territoire

Données les plus récentes (sept. 2016 - dec. 2016)

Données les plus récentes (sept. 2016 - déc. 2016)

Tendances régionales (NK, SK, Ituri)

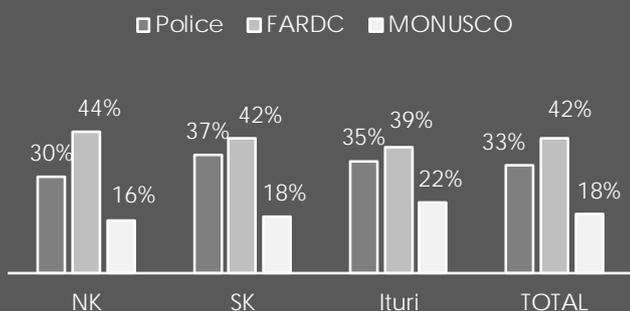
Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



## PERCEPTION DES ACTEURS DE SÉCURITÉ (% confiance pour assurer la sécurité)

Données les plus récentes (sept. 2016 - dec. 2016)

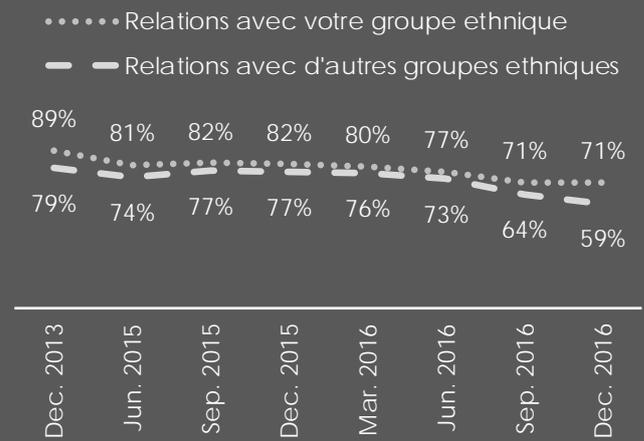
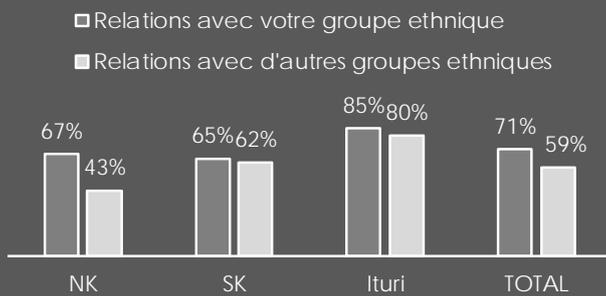
Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



## PERCEPTION DES RELATIONS ENTRE GROUPES ETHNIQUES (% bonne- très bonnes)

Données les plus récentes (sept. 2016 - déc. 2016)

Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



## CONFIANCE EN LA JUSTICE (% peu- aucune)

Données les plus récentes (sept. 2016 - déc. 2016)

Tendances régionales (NK, SK, Ituri)

